

SOUVENIRS 10 – LE CERCLE JEUNE NATION : LES GRANDES THÉMATIQUES (1986-1991)

PIERRE TRÉPANIER

*...Nous porterons le Visage de Nos Ancêtres sur
Nos Visages
Nous deviendrons leurs Fils
En l'âme de Nos Sangs
Et Nous Proclamerons Patrie !!
Le retour FOUDROYANT
Des âges Héroïques !!!*

Simard Baptiste, *L'Hivériade*, Avant-Garde, 2022, p. 66.

Que pensait et que proposait le bulletin *Jeune Nation* ? J'ai amorcé une réponse à cette question dans l'article précédent. Je veux la vérifier et la compléter en tenant compte de toute sa durée de vie, soit de janvier 1986 à mai-juin 1991. Bien que j'aie relu la collection entière, je négligerai les textes des collaborateurs externes, peu nombreux, pour me limiter à ceux des fondateurs, François Dumas et Rock Tousignant, ainsi qu'à ceux du troisième animateur, Gilbert Gendron. Toutes les citations sont tirées des écrits signés de leurs noms ou de leurs pseudonymes. J'entends donc *Jeune Nation* dans ce sens restreint. Les références entre parenthèses renvoient au mois et aux deux derniers chiffres de l'année.

Tout en restant fidèle aux thèmes classiques du nationalisme canadien-français (notre langue, notre religion, nos traditions, nos droits, notre autonomie politique, notre survivance), *Jeune Nation* les renouvelle et les radicalise en s'inspirant librement du discours et de l'expérience des penseurs et mouvements de droite passés et contemporains, qu'ils abordent en militants critiques. Ni psittacisme, ni mimétisme.

Le socle sur lequel, en application des principes énoncés dans le manifeste initial, se développe le programme de *Jeune Nation*, d'un numéro à l'autre, en commentant l'actualité, est démographique : effondrement de la natalité et explosion de l'immigration inassimilable. Tout est subordonné à la hantise d'une disparition physique du peuple québécois ou canadien-français. C'est une question de survie, qui ne saurait être que linguistique. À quoi servirait l'indépendance d'un peuple parlant français mais ethniquement et

culturellement moribond ? La question du régime politique — fédéralisme ou souveraineté — doit et devra se poser en ces termes. Pour le moment, l'urgence est de convaincre l'État du Québec, tel qu'il est, de sa mission à l'égard des Canadiens-Français du Québec. Le salut passe par le politique (03/04-87). Combat à mener courageusement, au risque de se faire traiter de racistes réactionnaires, en dépit du « réel souci de voir les populations du Tiers-Monde se doter des outils politiques et économiques » pour vivre et travailler sur leur continent sans avoir à se déraciner (05/06-87).

Jeune Nation dénonce le double jeu de progressistes, tel le jésuite Julien Harvey, qui proposent une augmentation des seuils d'immigration moyennant la mise en place préalable d'une politique québécoise de « convergence culturelle » qu'ils opposent au multiculturalisme canadien (11/12-87). En fait, cette convergence n'est pas culturelle, mais linguistique. Cette « option francophone » n'est pas du nationalisme car elle « réduit à la seule langue l'expression de la réalité d'une Nation ». Politiques actuelles et propositions de réformes « sont une menace pour notre survie comme Nation ». Et encore, cette observation : « Certains "nationalistes" prétendent que nous pourrions bâtir un Québec fort et francophone avec nos immigrants et réfugiés de couleur même si, depuis plus de deux cents ans, nous ne sommes pas parvenus à nous entendre avec nos concitoyens anglais, ni eux avec nous du reste. Pourtant ils sont blancs, chrétiens et occidentaux comme nous. » Bernard Landry, alors numéro 2 du PQ, pousse « la trahison » jusqu'à faire miroiter aux communautés ethniques la possibilité d'être

« “les peuples fondateurs” d’un Québec indépendant » (03-90). Autrement dit, « le nouvel État québécois ne serait qu’un Canada *bis* ». En somme, le Canada multiculturel de Trudeau, moins le bilinguisme. C’est « dilapider notre héritage national ». C’est un « véritable détournement idéologique du nationalisme canadien-français et québécois ». Pour les fédéralistes autonomistes et pour les indépendantistes nationalistes, l’« État français » de Lionel Groulx est d’abord l’État de la majorité canadienne-française. « Nous devons y gouverner sans chauvinisme et sans xénophobie, mais en montrant clairement à la minorité anglo-québécoise et aux néo-Québécois que cet État est d’abord le nôtre. »

Jeune Nation se méfie de Jean Chrétien, « un partisan acharné du règne absolu des “droits individuels” et de la Charte des Droits, au mépris des droits collectifs et nationaux » (06-90). Très lucidement, l’auteur observe que « les nationalistes n’ont pas suffisamment perçu et fait ressortir la réalité de Super-pouvoir, de Super-gouvernement que représente la Charte des Droits ».

Le vingtième anniversaire de la Crise d’octobre invite *Jeune Nation* à jeter un nouveau regard sur le phénomène et ses suites. L’auteur prend acte de l’évolution de la perception qu’en ont les nationalistes souverainistes : « Dépouillée de ses aspects terroristes, elle est progressivement devenue un épisode supplémentaire du long affrontement entre notre peuple et Ottawa. [...] une nouvelle étape de la marche du Canada français vers une maîtrise toujours plus grande de son destin national » (10-90). Mais cela ne doit pas faire oublier l’idéologie marxiste qui lui servait de pensée et la relation intime qu’aujourd’hui des têtes d’affiche du mouvement comme Pierre Vallières établissent entre le combat pour l’indépendance et la lutte pour toutes les avancées sociales, y compris homosexuelles, toujours dans un cadre marxiste-tiers-mondiste. « L’extrême-gauche indépendantiste est porteuse, on le voit, d’un projet révolutionnaire cohérent qui est aux antipodes de nos idéaux. [...] nos adversaires ont élaboré un projet de société que nous combattons de toutes nos forces, peu importe le cadre constitutionnel. » Parmi les plus honnis de ces adversaires, occupent une place de choix les « Humanistes » et leur organe, *Humanist in Canada*, mouvement auquel est associé le héros avorteur Henry Morgentaler (11-88, 05-90).

Les efforts maladroits mais bien intentionnés de la Commission des écoles catholiques de Montréal en faveur de la religion catholique et de la langue française suscitent une levée de boucliers emmenée par l’Alliance des professeurs de Montréal, le Congrès juif et SOS-Racisme. La lutte oppose de moins en moins « les “défenseurs de la nation canadienne-française” et les immigrationnistes déracinés » et de plus en plus « des idéologues de gauche pressés de créer leur Québec multicolore et des démocrates qui souhaiteraient qu’on le fasse moins vite, en respectant certaines formes, pour ne pas trop choquer une majorité canadienne-française qui, de toute manière, s’étiole » (05-90). C’est là un des éditoriaux les plus pessimistes : « La reddition est déjà décidée : il ne s’agit plus que de savoir si elle se fera avec ou sans un symbolique “baroud d’honneur”. » On a sous les yeux le spectacle du « désarmement moral de nos élites. Le problème, c’est que leur définition de la “Nation” n’est pas opérationnelle : une langue (et encore !

proposée avec des gants blancs !), seule, n’est rien d’autre qu’un instrument de communication. Quelle “culture” pourrait-elle transmettre dans un contexte qu’on a défini et qu’on veut “multiculturel” ? » Nous avons peur d’affirmer notre personnalité nationale de crainte de paraître exclure qui que ce soit. Ainsi « en bradant l’héritage du vieux Canada français, nous avons renoncé à définir les balises de notre Nation, ces critères normaux qui caractérisent un peuple normal et qui font qu’il est lui-même et pas son voisin. » Pourtant *Jeune Nation* ne suggère pas de capituler, bien au contraire : « Il est désormais clair pour nous que les “alliés” sur lesquels nous pensions pouvoir compter dans les institutions établies ont déjà baissé les bras. Nos “élites” nous ont une nouvelle fois trahis. Ce n’est que par une action politique directe, dont nous serons les maîtres d’œuvre, que nous pouvons encore espérer sauver notre Nation. » Action politique directe : que veut dire l’éditorialiste ? Lancer un parti politique ? La réalisation d’un tel projet paraît peut-être encore plus lointaine en 1990 qu’en 1986.

Jeune Nation se prononce contre la double nationalité et met en garde contre la propension à distribuer inconsidérément les réparations pécuniaires aux minorités (09/10-89). De même, est épinglée l’arrogance des membres sikhs de la GRC qui exigent de remplacer le chapeau ou la casquette par le turban (03-90).

Les politiques d’immigration sont telles qu’elles constituent une trahison de la part de nos gouvernants. La régionalisation de l’immigration de souche non-européenne est un leurre ; le mariage mixte, qui permettrait de l’absorber dans la nation, mènerait à « un génocide “en douce” du Canada français ». Les bien-pensants craignent que « l’immigration “visible” ne suscite ici des mouvements comme le Front National et ne favorise ainsi la montée d’une Droite organisée et cohérente. [...] En fait, nous entendons être partie prenante à ce redressement d’un peuple qui veut vivre selon ses lois et ses traditions sur la terre de ses pères » (02-89). Réagir de cette façon à l’immigration équivaut, pour les professionnels de l’antiracisme, à attiser la haine raciale, et vous vaut les étiquettes de raciste, de fasciste, de nazi et d’antisémite. « Toute réflexion sur notre propre avenir collectif est placée “sous surveillance”. Nous ne sommes plus libres, chez nous, de nous interroger sur notre natalité, sur notre avenir collectif, de rechercher des solutions à la crise démographique que nous connaissons » (03-89).

L’avenir collectif passe aussi par l’économique. Pierre Péladeau, patron de Québecor, a eu l’outrecuidance de prétendre que les Canadiens-Français n’occupaient pas toute la place qui leur revenait dans l’économie québécoise et que ce vide avait été comblé par des Juifs. Il se retrouve au pilori comme prétendument antisémite et nazi alors que, avec une belle incohérence, il vient de s’associer au Juif cosmopolite Robert Maxwell. « L’occasion de fustiger un chef de file canadien-français était trop belle pour les milieux politiques juifs » (04-90). Pourtant, la statistique publiée par le magazine *Affaire+* démontre que les Juifs occupent une place disproportionnée par rapport à leur poids démographique dans l’économie et la finance. Dans le même temps, on instaure une discrimination positive au profit des minorités visibles et autres allogènes dans la fonction publique et municipale, où dominent les Canadiens-Français, et dans les entreprises privées. « Système

hypocrite », qui interdit « jusqu'à la plus timide expression du principe de préférence nationale en faveur des nôtres ».

La montée de la violence de bandes d'adolescents dans les transports en commun suscite un commentaire analogue. Ces jeunes agresseurs sont présentés comme des victimes sociales plutôt que des délinquants. Évacuée, la responsabilité des criminels ; occulté, « l'aspect racial de cette question ». Le lien est pourtant manifeste entre cette américanisation de Montréal, la criminalité d'ici reproduisant le phénomène propre aux grandes villes états-uniennes, et l'immigration tiers-mondiste (03-90). On peut en dire autant des affrontements entre *skinheads* et jeunes Noirs, auxquels participent indirectement les professionnels de l'antiracisme, dont la Ligue antifasciste mondiale d'Alain Dufour, et peut-être plus directement l'« unité de protection » de cette dernière. « Ne nous y trompons pas, à travers quelques dizaines de *skinheads* plus ou moins sérieux et plus ou moins manipulés, c'est tous ceux qui veulent défendre notre identité nationale qui sont véritablement visés », dont les indépendantistes opposés à l'immigration à tout-va : SOS-Génocide, Rassemblement pour un pays canadien-français, Mouvement pour une immigration restreinte et francophone (05-90). L'extrême droite est dans la mire du « Projet Culte », mais pas l'extrême gauche, preuve qu'il s'agit d'une opération de la police de la pensée. C'est « un agent actif de ce réseau progressiste qui est l'ennemi premier de la Droite nationale » (09-90 ; voir aussi 3/4-91).

Le nationalisme de *Jeune Nation* considère le peuple québécois dans toute l'extension de sa définition. Peut-être se souvient-on d'une déclaration de De Gaulle en privé rapportée par Alain Peyrefitte : « Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne » ? C'est à tout cela que s'en prennent, au dire de *Jeune Nation*, les progressistes au gouvernement, au Barreau, dans les médias et dans l'Église (03/04-1988). Il faut condamner la mollesse de l'État fédéral face aux faux réfugiés et aux immigrants indésirables. On doit assurer l'avenir de la majorité européenne au Canada. Quant à l'Église catholique, elle doit s'abstenir de s'immiscer dans les domaines de l'État et de se faire complice de « la lente destruction de la majorité chrétienne ».

Bien qu'enraciné en Amérique du Nord, le Québec français s'inscrit dans une aire de civilisation blanche, européenne et chrétienne, dont il est « un des centres de rayonnement ». « La langue française ne saurait, malgré son génie propre, résumer entièrement ce que nous sommes » (05-88). « Notre existence physique comme nation est toujours en jeu et il ne suffira pas de franciser des immigrants pour garantir notre avenir comme communauté nationale. » Ce ne sont pas les autres qui « déterminent qui nous sommes et où nous allons. C'est le sang qui coule dans nos veines depuis des générations innombrables. » Pour sa gouverne dans les relations internationales, le Québec doit garder vive la conscience que « les traditions que nous chérissons, l'intangible qui fait que notre vie mérite d'être vécue, tout cela va s'évanouir si les peuples qui les maintiennent s'affaiblissent, puis disparaissent. » L'arrêt de la Cour suprême sur la langue d'affichage au Québec éperonnera *Jeune Nation* à insister sur la dimension ethnoculturelle de son discours essentiellement identitaire. « Nos origines françaises nous

placent au point de rencontre de trois des quatre grands rameaux de la civilisation européenne. La France a en effet intégré des éléments latins, celtes et germaniques au cours de son histoire. Seul manque l'apport slave » (12-88). *Jeune Nation* publie une « Chronique de l'invasion » (05/06-89, 07/08-89).

C'est dans ce contexte que se comprend l'intérêt marqué de *Jeune Nation* pour l'Afrique du Sud et en particulier pour le valeureux petit peuple afrikaner. Ce pays a mis de l'avant tout un train de réformes. C'est le moment qu'a choisi le pseudo-conservateur Mulroney pour lui imposer tout un train de sanctions. « C'est qu'il sait hurler avec les loups progressistes qui veulent précipiter l'Afrique du Sud dans la révolution et, par contrecoup, priver les pays occidentaux des atouts stratégiques dont Pretoria dispose » (06-88). « Or, ces têtes d'Afrikaners ont encore la volonté de vivre, c'est au fond ce que la "conscience universelle" leur reproche, au-delà des maladroites d'un apartheid qu'ils sont d'ailleurs en train de démolir morceau par morceau. » Quant à Nelson Mandela, on feint d'ignorer que, sous sa direction, son organisation est passée à la lutte armée, devenant ainsi un groupe terroriste. *Jeune Nation* considère avec sympathie les projets afrikaners de partition nés du renversement des perspectives. Désormais « l'Afrique du Sud, dans son ensemble, est reconnue comme un pays noir dont la principale ethnie blanche doit s'extraire peu à peu, afin de constituer un État-nation moins étendu, mais bien à elle » (03-89). Par là, la société afrikaner « serait débarrassée du fardeau que constitue un système discriminatoire ». Une sorte de réédition du Grand Trek : « Il reste à voir s'il peut toujours inspirer à tout un peuple une nouvelle aventure qui étonnerait le monde. » Sur Nelson et Winnie Mandela, *Jeune Nation* ne changera pas d'idée : un terroriste et une tortionnaire (02-90). L'ANC se livre à une purge des modérés, à des opérations de diffamation contre l'Inkhata zoulou et à de la propagande contre l'extrême droite, un écran de fumée pour détourner l'attention de ses propres menées (09-90).

Dans la « Crise amérindienne : la fin des illusions tranquilles », l'éditorialiste constate que « la Nation canadienne-française du Québec vient de subir un électrochoc », administré par « les descendants des ennemis traditionnels de notre nation française », les Iroquois (07/08-90). Ces derniers « défient ouvertement l'État du Québec par une série de gestes où se confondent le banditisme pur et simple, le terrorisme politique et les "revendications territoriales traditionnelles de la nation" agnier ». Ils étalent leur mépris pour le Québec refaçonné par la Révolution tranquille. Une société sans valeurs affirmées est une proie facile pour les Guerriers, « et le pire dans tout cela, c'est que nous avons défini nous-mêmes, légalement et constitutionnellement, les paramètres de notre impuissance à agir. [...] Comme nationalistes, nous ne sommes pas surpris de voir la démocratie se faire ainsi piéger par sa propre logique : les Guerriers se servent des principes de nos Chartes de Droits et les retournent contre nous. » Quelle amère leçon nous servent les Agniers ! « Nous ne sommes pas racistes ? Ils le sont. Notre nationalisme, c'est la langue française (et anglaise, au fédéral) et le multiculturalisme ? Leur nationalisme, c'est leur race, leur langue, leurs coutumes, leur spiritualité, et nous ne sommes pas invités à y participer. »

Cette crise fournira une occasion en or, pour les professionnels de

l'antiracisme, de dénigrer les Québécois, traités de racistes, et de faire la « petite guerre juridique » au profit des insurgés iroquois (09-90). La Crise d'Oka jette une lumière crue sur un paradoxe : il s'agit de voler au secours « non pas des personnes et des biens menacés et de la sécurité publique, mais bien des fauteurs de troubles ».

Islam, islamisme et liberté d'expression : les réactions à la fatwa lancée contre Salman Rushdie mettent à nu le double jeu de la gauche et des faiseurs d'opinion en général, brandissant l'étendard des Droits de l'homme. La liberté d'expression est à géométrie variable : tous aux créneaux quand il s'agit de ce romancier, silence quand il s'agit de l'historien révisionniste Robert Faurisson. On assiste à une campagne de manipulation de l'opinion publique occidentale sous le couvert de la défense du droit des « écrivains de pouvoir créer sans contraintes politiques ou religieuses » (02-89). Martin Scorsese (La dernière tentation du Christ) bénéficie aussi de ce principe. Ce qui est visé au fond, c'est la composante religieuse de toute civilisation, qu'elle soit chrétienne ou musulmane. Cela « semble annoncer des lendemains qui ne chanteront pas pour les chrétiens, les musulmans ou les fidèles des autres grandes religions ».

Jeune Nation suit de près l'évolution de l'Union soviétique et dit son admiration d'un ouvrage d'Alexandre Soljenitsyne, qui lui apparaît comme « un programme de salut national pour la Russie », « un véritable manifeste révolutionnaire-conservateur russe » (12-90). Pour ce grand essayiste, « une renaissance russe ne pourra se faire qu'en réduisant l'influence des valeurs occidentales (valeurs perçues comme matérialistes). L'analyse faite par Soljenitsyne de la situation russe pourrait être faite par un nationaliste canadien-français, allemand ou espagnol sur son propre pays. » La décadence soviétique est à l'image de celle de l'Occident : « Là-bas comme ici, libéralisation rime aussi avec pourrissement et déliquescence » (12-90).

Le bulletin voit une hypocrisie de plus dans le discours pour légitimer la Première Guerre du Golfe, en réponse à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. La défense du droit international n'est qu'un prétexte ; ce qui compte, c'est le pétrole et la protection d'Israël, « un État qui n'a cessé de mener des guerres d'agression contre ses voisins et de déstabiliser la région depuis 1948 » (09-90). « L'"élément perturbateur" au Moyen-Orient n'est pas le nationalisme panarabe, ou même le fondamentalisme musulman, mais le sionisme » (3/4-91). Globalement, on peut dire que *Jeune Nation* n'est pas antisémite, mais antisioniste.

Dans cette guerre, les nationalistes se retrouvent dans une position inconfortable dont seule une fin rapide du conflit pourra les tirer (01/02-91). On notera une inflexion dans le discours. Le gouvernement Mulroney ayant décidé d'y engager des troupes, il faut en prendre acte : « La présence d'Israël dans la région n'aide pas notre "bellicisme" mitigé, mais attention, ne nous trompons pas de conflit et ne versons pas dans l'"antisionisme" automatique. » Il s'agit essentiellement d'une guerre Irak-Koweït. Mais dans le même numéro, un autre article reprend une analyse davantage attendue : les véritables buts de guerre ne sont pas la défense du droit international, mais l'instauration d'un Nouvel Ordre Mondial.

Les « alliés saoudiens », en refusant d'assouplir leurs règles socio-religieuses

pour accommoder les militaires occidentaux, nous donnent une leçon. Ils « montrent simplement comment nous pourrions nous tenir debout et dire aux nouveaux arrivants que nous ne voulons pas de mosquées chez nous, pas de femmes en tchador dans nos rues, etc. » (1/2-91) Comment taire le « veule à-plat-ventrisme » des gouvernements occidentaux ? Ils laissent traiter les militaires de la coalition comme « de misérables mercenaires des potentats du pétrole. »

La réunification accélérée de l'Allemagne (que par réflexe anticommuniste *Jeune Nation* n'avait pas vu venir), les bouleversements en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Afrique australe incitent *Jeune Nation* à se demander si « on assiste ici à une forme de "normalisation" préméditée par des pouvoirs supranationaux occultes qui entendent instaurer un "Nouvel Ordre Économique" et à qui ne conviennent plus aujourd'hui les dictatures et les totalitarismes d'hier » (10-90). Voilà la seule occurrence dans tout le corpus de ce qui ressemble à une théorie du complot.

En politique fédérale, *Jeune Nation* est sans pitié dans son évaluation du gouvernement pseudo-conservateur de Brian Mulroney (07/08-88). Tout y passe car rien ne s'inspire d'un authentique conservatisme : l'Afrique du Sud, l'immigration, l'avortement, le Lac Meech, l'Accord de libre-échange (« "chèque en blanc" mondialiste ») Ce traité « bouleversera l'économie politique du Canada. Ses partisans se contentent de n'en voir que les futures retombées matérielles, qu'ils prévoient considérables et bénéfiques » Ses adversaires — et *Jeune Nation* est du nombre — « redoutent que le pays y perde au change sa souveraineté » (11/88).

Libre-échange et fusion d'entreprises au profit de l'étranger. *Jeune Nation* en juge du point de vue nationaliste qui est le sien, nationaliste et non pas nationalitaire, non pas nationaliste-libéral. D'où sa critique acerbe de Jacques Parizeau, « l'indépendantiste (?) libre-échangiste (!) » (01-89). « La fin du XX^e siècle sera marquée par l'émergence d'une réalité politique curieusement anachronique [...] Ces "nouveaux féodaux" bien campés dans les modernes châteaux-forts que sont les firmes multinationales, comme ceux de naguère, pourront menacer l'autorité de l'État et, bien entendu, sa souveraineté. » Un sommet de la Trilatérale dévoile le vrai visage du libre-échange à l'échelle planétaire : « Ce mondialisme élitiste et technocratique, est aujourd'hui, avec le communisme soviétique, le plus redoutable adversaire des hommes et des peuples qui veulent vivre libres et rester fidèles à ce qu'ils sont. »

L'engagement de Robert Bourassa et de Jacques Parizeau en faveur du continentalisme nord-américain et, partant, du mondialisme n'annonce rien de bon pour l'avenir du véritable nationalisme canadien-français. « Rien de dramatique ne sera tenté pour résoudre la crise démographique du Québec — pourtant le problème de notre société qui doit primer sur tous les autres » (09/10-89). La nécessité de l'action politique fait que *Jeune Nation* envie la percée de l'*Equality Party* : « des résultats étonnants attendent ceux qui s'enhardiront à lancer des offensives à travers le marécage où croupissent les petits politiciens qui prétendent nous représenter ». L'essor d'une autre formation, le *Reform Party*, dont le bulletin doute de l'avenir en tant que contestataire du système, n'en souligne pas moins, par contraste, l'immobilisme de la droite nationaliste au Québec (3/4-91).

Les dissidences à l'Accord du Lac Meech font redouter un échec. Comme prévu, « alliés ou adversaires du Québec, les Anglo-Canadiens ne parlent en fait que d'une seule voix : il s'agit, encore et toujours, d'obtenir que le Québec, à plus ou moins long terme, se comporte comme une province comme les autres ; seules diffèrent les approches et les stratégies pour y parvenir » (11/12-89).

La question de l'avortement souligne la lâcheté des gouvernements fédéral et québécois, peu importe la couleur politique. Aux partis fédéraux et québécois, il manque « des principes que les uns et les autres placeraient au-dessus de leurs intérêts électoraux, de leurs sinécures et de leurs prébendes » (12-88). On aura reconnu un des leitmotivs d'Henri Bourassa et de Lionel Groulx. *Jeune Nation* s'inspire du politique, de la métapolitique dans ses jugements sur la politique politicienne. « Il n'y a pas de raison de nous réjouir de ce vide politique, de ce véritable "déclin du courage", car, trop souvent, le règne des eunuques précède de peu celui des barbares. Des barbares qui, en ces années de doute de l'Occident, peuvent venir aussi bien de l'Est, du Sud, que du plus profond de nous-mêmes. »

La lutte anti-avortement appelle l'action politique. *Jeune Nation* y insiste et se définit d'abord comme « un périodique politique : nos convictions religieuses imprègnent notre système de valeurs, mais nous croyons qu'elles ne doivent pas nous empêcher de faire une lecture politique de la question de l'avortement et, peut-on ajouter, de celle de la légalisation de certaines drogues. Une telle lecture est même indispensable compte tenu des adversaires à qui le mouvement pro-vie fait face » (07/08-89). La position de Parizeau, qui professe que « la religion des uns ne doit pas devenir la loi des autres », indigne *Jeune Nation*, d'autant qu'on ne peut croire que « la mise au rancart de "la religion des uns" (le christianisme) signifiera que "la loi des autres" s'écrit sur une table rase. [...] ce sont de nouvelles religions laïques qui modèleront "les lois des autres" » (09/10-89). Si *Jeune Nation* a toujours tenu à distinguer nettement institutions religieuses et institutions politiques, de même que leur domaine respectif de compétence, cela ne l'empêche pas d'affirmer la place de la religion au cœur de toute civilisation : « Pourquoi, en effet, le législatif ne pourrait-il pas s'ordonner au spirituel ? Cette primauté du spirituel constituerait la simple reconnaissance d'une hiérarchie des valeurs, la politique n'étant pas une fin en soi après tout. » Le catholicisme devrait reconnaître que le sol se dérobe sous ses pieds. Dans sa dérive, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal est devenue tiers-mondiste et immigrationniste au point de s'en prendre à la Commission des écoles catholiques de Montréal et à son interrogation sur l'opportunité d'ouvrir des écoles pour immigrés. Il existe pourtant des « écoles privées juives, arméniennes ou grecques [...] Alors pourquoi pas de telles écoles au sein de la CECM ? » (11/12-89). À l'occasion d'un colloque sur l'immigration et la crise démographique, un autre article stigmatisera la décadence des grandes organisations nationales, infiltrées, dominées de plus en plus par les cosmopolites, sous un titre percutant : « SSJB-M : Montréal demain, trahison aujourd'hui » (01/01-91). Les conclusions du colloque « n'ont pas évoqué les vraies menaces que l'immigration fait peser sur l'intégrité physique et culturelle de notre peuple ». Elles « ne se démarquent

pas du ton béatement optimiste » de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal sur l'immigration (voir aussi 3/4-91). Les nationalistes doivent faire pièce aux cosmopolites, qui n'ont pas l'aval de la majorité silencieuse : « La situation québécoise de 1991 ne peut manquer de faire penser à celle de la France de 1969-1970 alors qu'un certain nombre de petites organisations nationalistes s'efforçaient d'attirer l'attention des Français sur les dangers de l'immigration algérienne. L'une d'elles, Ordre Nouveau, devait s'imposer et, en 1972, constituer l'armature du Front national. Dans l'actuel contexte québécois, la création d'un Front national est certainement prématurée, mais il est certes possible de songer sérieusement à la constitution d'un équivalent d'Ordre Nouveau [...] »

Jeune Nation défend le président de la CECM, Michel Pallascio, qui s'est attiré un tir de barrage sans pitié pour avoir osé « déclarer que le Québec devrait privilégier une immigration francophone et judéo-chrétienne » (11-90). « Le judéo-christianisme recouvre d'autres dimensions que la seule dimension religieuse. La civilisation dont nous sommes issus, notre culture, notre langue, nos mœurs, notre système légal, tous ces éléments — et beaucoup d'autres — sont imprégnés par des siècles de tradition judéo-chrétienne. » Pour ma part, je parlerais plutôt de tradition gréco-chrétienne pour insister sur la rationalité qui en est un caractère essentiel. Cet épisode a aussi déclenché toute une série d'attaques contre les « ultra-nationalistes », c'est-à-dire tous ceux qui, avec certaines nuances, ont approuvé Pallascio (12-90). Je reviendrai dans mes Souvenirs sur les rapports de la religion et de la politique en m'appuyant sur un grand article qui y est consacré (10-90).

La mort de René Lévesque fournit l'occasion d'un bilan de l'œuvre de l'ancien premier ministre, plus progressiste que nationaliste (11/12-87). Le Parti qu'il a fondé et dirigé a eu tendance à rapetisser la nation à la seule dimension linguistique. Sa politique de la population (promotion de la famille et de la natalité, contrôle de l'immigration) n'a pas été un succès, à dire le moins. « C'est d'une *weltanschauung* viciée que provient l'échec de Lévesque. » Ses funérailles ont suscité des débordements de sentiments, une expression d'émotion populaire rarement vue. Il s'agit bien là d'un « aspect à la fois admirable, troublant et décourageant de notre âme nationale [...] Ce fut comme si notre douloureuse histoire s'était condensée, un bref moment, dans le destin torturé d'un homme. Que René Lévesque repose en paix, que le Québec — vieux et moderne — renoue avec lui-même ! »

À l'orée de la décennie 1990-2000, *Jeune Nation* la juge décisive, critique. La Révolution tranquille, cette boîte de Pandore, « a permis l'émergence d'attitudes et de comportements socio-politiques dont la manifestation même menace l'existence de notre patrie et de notre peuple » (01-90). Des constantes alarmantes se dégagent des trente dernières années : « Nous avons été témoins d'une dégradation des valeurs morales, d'une dénatalité dramatique, d'une immigration croissante et qui s'avère de moins en moins assimilable, de la légalisation virtuelle de l'avortement, de la banalisation de l'homosexualité, de l'importance accentuée des valeurs marchandes, de la place grandissante prise chez nous par la sous-culture américaine, du rôle démesuré des groupes de pression (syndicats, organisations patronales, groupes progressistes, etc.), de la dégradation de nos réseaux

d'enseignement et de soins hospitaliers et, faut-il s'en étonner, du double phénomène d'un État qui intervient partout et n'est respecté nulle part. » Bref, « l'Apocalypse n'est pas à notre porte, mais la décadence tranquille est déjà dans la maison ». Que faire ? « L'intérêt national, en cette fin de siècle, doit primer sur les considérations de générations, de personnes, de partis ou de groupes. Nous sommes à l'heure de l'unité nationaliste. Notre tâche pour la décennie à venir est claire. Nous devons œuvrer ensemble à la constitution d'un grand parti nationaliste, éveillé et défenseur de notre peuple, fer de lance de la renaissance nationale que nous appelons tous de nos vœux. [...] Si la décennie 1990 devait s'achever sans que nous disposions de cet outil politique, il nous faudrait conclure que notre patrie est, au seuil du XXI^e siècle, irrémédiablement engagée sur la pente de la décadence et de la lente extinction. » Cette longue citation souligne assez le sentiment d'urgence, non pas de désespérance, qui s'est emparé de la petite équipe de *Jeune Nation* : « Nous pouvons encore fermer la parenthèse de la Révolution tranquille et faire la synthèse entre nos meilleures traditions et l'évolution technologique des dernières trente années. » Loin de proposer un conservatisme réactionnaire, une sorte de contre-révolution passiste, l'équipe veut combattre la révolution par la révolution : « À la Révolution tranquille, notre réponse doit être une véritable Révolution conservatrice, non moins tranquille que l'autre, mais, aussi, non moins efficace. » — Le nationalisme identitaire est-il en train de se muer en nationalisme révolutionnaire ?

La faiblesse de cet éditorial, outre qu'il néglige l'obstacle de la pauvreté des moyens matériels et de la faiblesse numérique des troupes, est de contourner cette question centrale, cruciale : indépendance ou fédéralisme ? Les trois animateurs restent divisés. Dans le cadre d'une libre opinion plutôt que d'un éditorial, le rédacteur en chef relève le fait que l'équipe, jusqu'ici, a évité de prendre position, et se demande « si les restrictions mentales que nous nous sommes imposées à *Jeune Nation* ne participent pas, elles aussi, à l'équivoque globale de tout le nationalisme québécois » (01-90). Et de s'interroger : « En situant volontairement nos interventions au-dessus et au-delà des contingences constitutionnelles, n'avons-nous pas placé le nationalisme canadien-français, occidental et enraciné, dans des "limbes politiques" ? Ce nationalisme, sainement radical, ne demeure-t-il pas une abstraction intellectuelle qui "flotte" dans le vague, en quête d'un État où il pourrait pleinement s'exprimer ? » Face à la sécurité culturelle de Bourassa, à la souveraineté de Parizeau dont le préalable est une nouvelle association, et aux sociétés nationales de plus en plus immigrationnistes « qui se contentent d'administrer des souvenirs et de défendre la langue française », n'est-il pas temps de choisir ? « Il faut en finir une fois pour toute avec la "question nationale". En dépit de ses spécificités ponctuelles, la crise politique canadienne actuelle révèle un malaise récurrent, et qui sera toujours le même : celui de la place de notre État français dans une fédération anglaise. Et, à moins que nous attendions d'être exclus, pour une deuxième fois, de la Constitution canadienne, une seule solution me semble acceptable pour sortir de ce cercle vicieux : l'INDÉPENDANCE du Québec. »

Ce plaidoyer passionné a été un coup d'épée dans l'eau. J'ai relu toutes

les livraisons de *Jeune Nation* jusqu'à la dernière, celle de mai-juin 1991, et n'ai découvert aucun indice d'une évolution à cet égard des autres membres dirigeants. Au contraire, le dernier éditorial prendra acte de la division qui persiste à ce sujet dans les groupements de droite, et prédit que, advenant un nouveau référendum, l'influence du nationalisme identitaire sera nulle dans le camp souverainiste comme dans le camp fédéraliste. *Jeune Nation* renouvellera son engagement à être un « carrefour pour la Droite nationaliste d'ici » et à « étalonner nos critiques à l'échelle des intérêts de l'ensemble de notre famille politique » (05/06-91). D'ailleurs dès le numéro suivant celui où a paru le cri du cœur pour l'indépendance, l'éditorial retrouvait sa neutralité : Bourassa « n'a tout simplement pas de politique de rechange en cas (plus que probable) d'échec de Meech. Ni lui, ni Parizeau. Dans le contexte pourri de Meech, cette absence de leadership de notre classe politique a de quoi nous inquiéter » (02-90).

L'après-Meech a abouti à la mise sur pied de la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec, la « commission de l'inutile ». « Les vraies Nations, commente l'éditorialiste, ont rarement vu le jour dans les conclusions d'un rapport de commission, surtout quand on espère de ces conclusions qu'elles se substituent à la volonté et au courage qui doivent normalement inspirer le choix d'un statut politique » (12-90). Quant au Rapport Allaire, ce n'est qu'une « baudruche », mais il enrichit l'arsenal de Robert Bourassa « dans sa guerre d'usure contre la souveraineté nationale du Québec » (3/4-91).

Jeune Nation finit donc comme il a commencé : dans la position inconfortable du *Ni, Ni*. Pour sauvegarder les chances d'un hypothétique rassemblement des droites nationalistes, les rédacteurs ne prennent officiellement parti ni pour l'indépendance, ni pour le fédéralisme, renvoyant dos à dos péquistes et libéraux (5/6-91). C'est en évoquant la figure de l'historien nationaliste-révolutionnaire François Duprat, assassiné en 1978, que l'éditorialiste déplore le fait que la droite nationaliste soit marginale dans un camp comme dans l'autre : les droitistes « auront été incapables d'orienter l'un ou l'autre des camps, mais ils vivront longtemps avec les cicatrices de ces affrontements fratricides » (5/6-91). Dans ce dernier numéro comme dans le premier, même rêve : l'objectif lointain d'un « véritable parti nationaliste défendant l'identité canadienne-française » (5/6-91).

Le peuple canadien-français et sa tradition nationale sont en péril de mort dans la patrie québécoise sous la pression de l'invasion migratoire et de la crise démographique : voilà la thématique de fond de *Jeune Nation*. *Le Harfang* aurait-il *Jeune Nation* pour ancêtre idéologique, compte tenu de la redéfinition des perspectives qu'induit le passage des décennies ? Ainsi l'anticommunisme est beaucoup plus affirmé dans *Jeune Nation*. Mais comment qualifier le nationalisme du Cercle Jeune Nation et de son organe en fin de vie ? A-t-on affaire à une adaptation québécoise du nationalisme révolutionnaire à la François Duprat ? En réalité, la lecture de la collection du bulletin laisse voir que les rédacteurs n'avaient pas une connaissance approfondie de la pensée de ce dernier. On est plutôt en présence d'un nationalisme *sui generis*, celui des « nationalistes-identitaires canadiens-français » (5/6-91).